

ORGANISATION MONDIALE

DU COMMERCE

G/VAL/14
30 novembre 1999

(99-5156)

Comité sur l'évaluation en douane

RÉSERVE DU GABON AU TITRE DU PARAGRAPHE 2 DE L'ANNEXE III DE L'ACCORD SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE VII DE L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994

Décision

La décision ci-après concernant la réserve du Gabon au titre du paragraphe 2 de l'Annexe III de l'Accord a été adoptée par le Comité de l'évaluation en douane de l'OMC le 12 novembre 1999¹.

Tenant compte de la demande de réserve présentée par le Gabon au titre de l'article 21 de l'Accord, et notant:

- que le Gabon a déployé des efforts considérables pour appliquer intégralement les dispositions de l'Accord sur l'évaluation en douane, que sa législation a été finalisée et qu'il est prêt à mettre en œuvre l'Accord à compter du 1^{er} janvier 2000;
- que le Gabon est Membre de l'Accord sur l'évaluation en douane (Article VII du GATT 1994) et a invoqué le paragraphe 1 de l'article 20 dudit Accord le 1^{er} janvier 1995, et devrait donc appliquer les dispositions de l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC à compter du 1^{er} janvier 2000;
- que le Gabon a présenté sa demande à bon droit et qu'il a l'intention de faire cette réserve sur une base limitée et à titre transitoire;

Le Comité décide que conformément au paragraphe 2 de l'Annexe III et au paragraphe 1 de la Décision ministérielle sur les textes se rapportant aux valeurs minimales et aux importations effectuées par des agents, distributeurs et concessionnaires exclusifs, adoptée par le Comité en mai 1995, le Gabon pourra continuer d'utiliser les valeurs minimales officiellement établies, indiquées dans le document G/VAL/W/38, pour l'évaluation en douane des marchandises énumérées dans ledit document jusqu'au 1^{er} janvier 2003 conformément aux modalités et conditions ci-après:

- 1) Le Gabon présentera à chaque réunion formelle du Comité un rapport annuel sur l'état de la mise en œuvre des valeurs minimales officiellement établies pour les produits énumérés dans le document G/VAL/W/38.
- 2) Le Gabon n'appliquera pas de valeurs minimales à des produits additionnels.
- 3) Cette Décision s'applique sans préjudice des droits et obligations du Gabon au titre des Accords de l'OMC, en particulier de ses droits et obligations au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane.

¹ Voir le document G/VAL/M/12, à paraître.